



Tous droits réservés

INTRODUCTION GÉNÉRALE AU DROIT

Séance 9 - Les sanctions du droit : le procès

I.	Agir en justice.....	2
A)	La qualité pour agir.....	2
B)	L'intérêt à agir	2
II.	Comprendre le déroulé du procès	3
A)	Introduire l'instance	3
B)	Dérouler l'instance	4
1)	Au civil	4
2)	Au pénal.....	5
3)	À l'administratif.....	5
III.	Obtenir un jugement.....	5
A)	Distinguer les jugements.....	5
B)	Lire et comprendre un jugement.....	6
C)	Respecter un jugement	6
IV.	Éviter le procès	7

Lorsque le droit n'est pas respecté, les individus disposent de garanties. La plus importante, et la plus connue, est le procès.

Il permet de sanctionner l'irrespect des règles de droit.



À retenir : L'article 6 de la Conv. EDH reconnaît que chaque individu a droit à ce que sa cause soit entendue. L'article 30 du CPC reconnaît le droit à discuter du bien-fondé d'une situation.

Question : Qui peut agir en justice et comment ? Comment se déroule un procès ?

I. Agir en justice

Pour agir en justice, il faut avoir la qualité pour agir, et un intérêt à agir. Ces deux conditions sont cumulatives.

A) La qualité pour agir

Toute personne ayant un intérêt à agir, a la qualité pour le faire.



Attention : Il y a une exception à ce principe, lorsque la loi restreint la qualité à certains individus uniquement.



Exemple : Seuls les époux peuvent agir en demande de divorce ! Heureusement d'ailleurs...

B) L'intérêt à agir



Définition : Avoir intérêt à agir, c'est pouvoir retirer un bénéfice en cas de gain de cause.

L'intérêt à agir doit remplir trois conditions.

1) L'intérêt doit être légitime

L'intérêt ne doit pas déroger à l'ordre public et ne pas être contraire aux bonnes mœurs.

2) L'intérêt doit être direct et personnel.

Il faut respecter l'adage « nul ne plaide par procureur », car on plaide pour sa propre cause.

3) L'intérêt doit être né et actuel

Un intérêt hypothétique n'est pas valide.

II. Comprendre le déroulé du procès

Un procès se déroule en plusieurs étapes.

A) Introduire l'instance

Ce sont les parties qui introduisent l'instance, sauf dans les cas où le juge peut se saisir lui-même.

Il y a trois formes « classiques » d'introduction de l'instance :

- la citation directe, qui est un acte permettant de réparer un dommage causé à une victime ;
- la requête, qui est une demande écrite adressée au juge par une des parties ;
- l'assignation, qui est un acte d'huissier qui intime à une partie de comparaître devant une juridiction pour un fait désigné.

Ensuite, en fonction de la compétence d'attribution (telle juridiction reçoit toutes les affaires de tel domaine), et/ou de la compétence territoriale, une juridiction est chargée de l'instance.

B) Dérouler l'instance

1) Au civil

Il y a des principes qui gouvernent le déroulé de l'instance. Le plus important est celui-ci :



À retenir :
(art. 2 CPC).

Les parties déroulent l'instance, et le juge est neutre

Cela signifie que ce sont les parties qui dénoncent le contentieux, l'objet du litige, les arguments *pro* et *contra*.

Ensuite, les parties doivent respecter le principe du contradictoire.



Définition : Ce principe permet aux deux parties de remettre en cause ce qui a été avancé par l'adversaire.

Par principe, les débats sont publics, sauf dans des cas particuliers.

2) *Au pénal*



À retenir : On retient que le procès pénal dispose de principes qui lui sont propres (procès contradictoire, équitable, délai de procédure raisonnable...)

Le procès pénal se divise en une phase d'instruction, pendant laquelle des investigations sont menées, et une phase d'audience de jugement, publique, orale et contradictoire.

3) *À l'administratif*

Ce type de procès n'intervient qu'en cas de contestation sur une décision rendue par une administration, quelle qu'elle soit.



À retenir : C'est une procédure inquisitoire, écrite, contradictoire et publique.

III. Obtenir un jugement



Définition : Le jugement est l'acte juridique dans lequel se matérialise une décision.

A) Distinguer les jugements

Il existe différents jugements.

Il y a des jugements d'avant-dire droit (avant le jugement définitif, ils orientent les magistrats) et des jugements sur le fond, qui règle un conflit.

Les décisions peuvent être contentieuses (elles règlent un conflit) ou gracieuses (elles ne règlent aucun conflit mais ont un effet juridique).



À retenir : Les ordonnances sont les décisions que rendent les juges uniques ou les présidents de juridictions.

Les jugements sont les décisions rendues par des juridictions.

Les arrêts sont les décisions rendues par les cours d'appel, de Cassation, et le Conseil d'État.

B) Lire et comprendre un jugement

Un jugement est ainsi scindé :

- l'exposé des motifs. Il s'agit des arguments ! On les identifie car ils commencent en général par « Attendu que... »
- le dispositif. C'est la solution du conflit !
- le syllogisme. C'est le raisonnement de droit : de la règle majeure, on passe aux faits d'espèce, pour en tirer une conclusion.

C) Respecter un jugement

Un jugement a ce qu'on appelle l'autorité de chose jugée. Cela signifie qu'on ne peut pas les contester (sauf dans le système d'appel et de cassation, bien entendu).

Un jugement a force exécutoire. Cela signifie que s'il n'est pas respecté, il pourra y avoir une contrainte par les institutions compétentes.



À retenir : Il existe des voies de recours contre les jugements, que nous avons évoquées dans les séances 3 et 4.

IV. Éviter le procès

Il existe différents modes de règlement des conflits, qui permettent aux individus d'éviter le procès :

- la transaction permet de passer un contrat pour mettre fin à un désaccord (**art. 2044 C. civ**) ;
- l'arbitrage permet de soumettre la résolution du litige à un tiers qui n'est pas une institution judiciaire ;
- la conciliation, qui peut être effectuée par les parties ou par le juge, et qui permet d'aboutir à un accord ;
- la médiation, qui permet de soumettre le litige à l'avis d'un tiers.

Il est parfois intéressant de connaître ces possibilités pour éviter un procès inutile, long, et peu rentable...